



Un plan social qui ne dit pas son nom : 22 000 suppressions d'emplois à la Sécurité Sociale.

Les fédérations **CGT, SUD, CFTC, FO FEC, CFE CGC**, avaient sollicité le 12 juillet un rendez-vous auprès de Mme BUZYN, Ministre des « Solidarités » et de la Santé. Sortir de la situation intolérable que subissent les **153 000 salariés de la Sécurité Sociale** et l'ensemble des usagers, tel était l'objectif de cette rencontre.

A la proposition de dialogue sociale, le ministère a refusé tout échange, démontrant ainsi toute la considération qu'il avait pour ces salariés. Au moment où le gouvernement entreprend de démanteler la Sécurité Sociale, cette attitude est inacceptable !

En 15 ans, près de 22 000 emplois ont été supprimés dans le silence le plus total. Les constantes baisses de moyens et les restructurations imposées par les gouvernements successifs n'ont fait que dégrader un peu plus la qualité de service rendue à l'utilisateur (retard de traitement des dossiers, accueil de proximité réduit, ...).

Les nouvelles suppressions d'emplois annoncées dans l'ensemble des branches Sécurité Sociale (Maladie, Retraite, Famille, Recouvrement) associées aux différents projets du gouvernement ne font qu'assombrir un peu plus l'avenir de la Sécurité Sociale et de ses usagers. Nos fédérations syndicales s'opposent à la suppression progressive des cotisations sociales, la fusion Impôts-Urssaf, la suppression du régime de retraite par répartition, le plafonnement de la revalorisation des aides au logement ainsi que le versement unique des minima sociaux.

Les organisations syndicales CGT, SUD, CFTC de l'URSSAF Rhône-Alpes tiennent à rappeler le rôle essentiel de la Sécurité Sociale dans la lutte contre la pauvreté et la précarité ainsi que les valeurs de solidarités qu'elle véhicule dans notre société.

Face aux dangers de la situation, nous entendons sensibiliser l'ensemble de la population au travers de différentes actions dans les semaines à venir.